

# Frontaliers : de tous les combats malgré la crise

**Le Comité de défense des frontaliers de Moselle a tenu son assemblée générale, ce dimanche, à Sarreguemines. L'occasion pour son président, Arsène Schmitt, de revenir sur les victoires de l'année. Tout en continuant d'appeler à la mobilisation.**

## ■ 1. Faible affluence

Habituellement, la salle de l'hôtel de ville de Sarreguemines affiche complet pour l'assemblée générale des travailleurs frontaliers. Mais ce dimanche, les rangs étaient très clairsemés. La faute à la Covid ? Au pass sanitaire obligatoire ?

## ■ 2. Combat

Il a le syndicalisme chevillé au corps et au cœur depuis l'âge de ses 14 ans. Et son ardeur n'a pas été laminée par le temps. Le président Arsène Schmitt a appelé les ouvriers à aller « vers la grève totale. Peuples d'Europe, soulevez-vous ! La classe ouvrière est le moteur de l'histoire. Il faut un gouvernement ouvrier pour combattre un système capitalisme cannibale. »

## ■ 3. Victoires

Des satisfactions, le syndicat en a obtenu. « Mais elles ne tombent pas du ciel. C'est notre puissant collectif qui nous a permis d'arracher ses victoires », estime le président, citant la dernière en date : la double imposition concernant



**Lors de sa 44e assemblée générale, le comité des travailleurs frontaliers a fustigé la politique européenne.** Photo RL/Cécile CHAMBRU

le chômage partiel. Et de rappeler que l'avocat du Comité a envoyé près de 1 000 dossiers à la Agentur für Arbeit (Pôle emploi allemand), « afin que les travailleurs frontaliers soient remboursés de l'impôt prélevé à tort ».

## ■ 4. Invalidité

Un dossier reste à régler : la non-reconnaissance des taux d'invalidité entre la France et l'Allemagne. Les personnes touchées perçoivent une pension d'invalidité française uniquement calculée en fonction des années travaillées antérieurement en France. « Si cette période s'avère courte, 5 ou 10 ans, il devient

impossible à la famille concernée de subvenir à ses besoins. Il y a des travailleurs frontaliers qui n'ont comme seule ressource que leur pension d'invalidité française de 150 € par mois. Une honte ! Aucune volonté politique de régler ce dossier. »

## ■ 5. Revendications

Au cahier des revendications, on note encore les questions des CSG-CRDS imputés sur les retraites allemandes, le refus par les caisses allemandes de payer le salaire en cas de cure en France l'allocation d'éducation des enfants handicapés ou celle de rentrée scolaire, l'exclusion des

indemnités journalières de maladie en Allemagne en cas de perception concomitante d'une pension de retraite française.

## ■ 6. Europe

Cause de tous les maux selon le comité, « l'Union européenne capitaliste. Rappelez-vous les promesses faites par nos gouvernements successifs lors de la signature en 1993 du traité de Maastricht : plein emploi, prospérité, justice sociale... Mensonges ! », milite Arsène Schmitt, qui a terminé son allocution en appelant « à l'unité des classes ouvrières en Europe ».

**Cécile CHAMBRU**